

---

Nº XLV

---

L'AMI DU PEUPLE  
OU  
LE PUBLICISTE PARISIEN;



JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL.

Par M. MARAT, auteur de l'Offrande à la Patrie,  
du Moniteur, et du Plan de Constitution, etc.

---

Vitam impendere vero.

---

Du mercredi 11 novembre 1789.

Décret qui exclut du ministère les membres de l'assemblée. Motion de l'évêque d'Autun pour empêcher la dilapidation des biens du clergé. Arrêté de l'assemblée sur la chambre des vacations de Rouen.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Séance du 6 novembre.

Elle a été asorbée par un discours du comte de Mirabeau sur le désordre des finances, le discrédit public et la détresse des peuples.



Voici un aperçu des remèdes qu'il propose à nos maux. « Il faut les dévoiler dans toute leur étendue, dit l'orateur ; il faut parler avec franchise : c'est le moyen le plus sûr de ramener la confiance ».

« J'observe, pour les subsistances, que les Etats-Unis nous offrent une grande ressource ; qu'étant nos débiteurs d'une somme de 34 millions, et de gros intérêts, on peut leur en demander le paiement en bleds — ».

« Quant à la dette publique, il faut disposer les esprits à la confiance par des mesures préparatoires ».

« Le comité des finances vous a présenté une grande et belle idée, en distinguant la dette publique des dépenses des départemens, et en appliquant des fonds particuliers à l'une et aux autres. Ainsi, une caisse nationale pour la dette est un établissement indiqué par la sagesse même, puisqu'étant surveillée par les Représentans de la Nation, elle est hors de toute atteinte. Cette caisse deviendrait la propriété des créanciers de l'Etat, et il n'y auroit plus à craindre que l'on détournât les fonds, que l'on ne payât pas avec exactitude. Il ne faut pas différer l'exécution de cette utile mesure, et sa prompte organisation fera le salut de l'Etat ».



« La confiance publique porte l'Assemblée nationale avec force, et cette Assemblée donnera la plus grande vigueur et la plus grande solidité à tous les établissemens qu'elle voudra former ; j'en atteste les nombreuses adresses qui nous arrivent de toutes les parties du royaume. Quelle vénération ! quels respects pour vos décrets ! comme elles louent votre fermeté inébranlable , votre patriotisme éclairé ! En vain les ministres cherchent-ils , par de longs plaidoyers , à affoiblir l'opinion publique , sous le prétexte de prouver qu'ils ne peuvent pas être responsables des évènements , comme si jamais on avoit pu entendre les rendre responsables des forces majeures ».

Dans une digression déplacée , l'orateur établit la nécessité d'admettre les ministres à l'Assemblée comme représentans de la Nation.

Enfin il se résume , en proposant de décréter :  
 1°. Que Sa Majesté seroit suppliée de députer incessamment auprès des Etats-Unis , et comme envoyés extraordinaires , des personnes de confiance , et d'une suffisante capacité , pour réclamer , au nom de la Nation , tous les secours en bleds ou en farines qu'ils pourront obtenir , tant en remboursement des intérêts arriérés dont ces Etats sont redevables , qu'en acquittement d'une partie des capitaux ;



2°. Que le comité des finances proposera le plutôt possible , à l'Assemblée , le plan d'une caisse nationale , qui sera chargée dorénavant du travail des finances relatif à la dette publique , d'en faire ou d'en diriger les paiemens , de percevoir les revenus qui seront affectés à ces paiemens , et en général , de tout ce qui peut assurer le sort des créanciers de l'Etat , affermir le crédit , diminuer graduellement la dette , et correspondre avec les assemblées provinciales sur toutes les entreprises favorables à l'industrie productive ;

3°. Que les ministres de Sa Majesté seront invités à venir prendre , dans l'Assemblée , voix consultative jusqu'à ce que la constitution ait fixé les règles qui seront suivies à leur égard.

M. Blin s'est élevé contre l'admission des ministres , et a soutenu que c'étoit un des grands vices de la constitution angloise ; que ces agens du pouvoir corrompoient publiquement les membres du parlement , et avoient la plus grande et la plus dangereuse influence.

Séance du 7 novembre.

Sur une motion de M. Lanjuinais , il a été décrété que pendant la session actuelle aucun membre



de cette Assemblée ne pourra accepter aucune place dans le ministère.

M. le président a fait lecture du billet de M. le Garde des Sceaux, qui lui annonce l'acception royale des neuf articles présentés.

M. l'évêque d'Autun a rappelé à l'Assemblée son décret, par lequel elle déclare que les biens ecclésiastiques sont à la disposition de la Nation. « Mais, messieurs, a-t-il dit, de quoi vous servirait d'avoir fait rentrer tous les biens ecclésiastiques sous la main de la Nation, si vous ne preniez les mesures nécessaires pour les lui conserver, et comment pourriez-vous trouver dans ces biens les grandes et nombreuses dotations dont vous vous êtes chargés, si vous négligiez d'aviser aux moyens d'en empêcher la dilapidation ? »

Pour la prévenir, il a proposé un projet de décret en cinq articles, dont quatre ont été adoptés et remis au comité de constitution chargé de les rédiger.

M. Martineau a présenté un projet de décret, relatif aux ecclésiastiques et à leurs biens. Ce projet a été ajourné à lundi.



Séance du 9 novembre.

L'ordre du jour a ramené la discussion du plan de la nouvelle division territoriale de la France , dont la délibération a été renvoyée à demain.

M. Treillard a présenté un projet de décret , dans lequel il a fondu les amendemens proposés à sa motion. Ce projet renferme quatre articles , dont le premier a été adopté après quelques modifications. Le voici tel qu'il a passé.

« L'Assemblée nationale a arrêté que le Roi seroit supplié de surseoir à toutes nominations de bénéfices ».

M. le président a fait lecture d'une lettre de M. le Garde des Sceaux , où ce ministre fait part à l'Assemblée d'un arrêté de la chambre des vacations du parlement de Rouen au sujet de l'enregistrement du décret qui met les parlemens en vacances. Le Roi a improuvé cet arrêté , l'a cassé par un arrêt de son conseil , qui défend à la chambre de Rouen d'en prendre de pareils à l'avenir.

Cet arrêté a paru seditieux. Il y est formellement dit que la chambre des vacations n'enregistre



que pour prévenir de plus grands maux , dont elle soutient que le Roi et l'Etat sont menacés , et que son enregistrement est sans tirer à conséquence ; les décrets de l'Assemblée nationale y sont qualifiés de destructifs des droits de la Nation , de l'autorité et prérogatives royales.

Après plusieurs motions très-différentes , la discussion de cette affaire a été remise à demain.

Séance du 10 novembre.

La discussion du plan sur les départemens et les municipalités a été reprise.

Le comte de Mirabeau a répondu à M. Thouret , défenseur du plan du comité. M. Thouret a demandé à être entendu demain , pour lever les objections du comte de Mirabeau , et concerter avec ses collègues les modifications à faire à ce plan pour le rendre plus utile.

L'arrêté de la chambre des vacations de Rouen a été relu et mis en délibération. Après de nouvelles motions très-opposée , l'Assemblée a arrêté :

« 1°. Que M. le président se retirera par devers le Roi , pour le remercier , au nom de la Nation , de la promptitude avec laquelle il a proscrit cet arrêté , et réprimé les écarts de ladite chambre ; »



« 2<sup>o</sup>. Que l'arrêté de la chambre de Rouen sera renvoyé au tribunal auquel est attribué provisoirement la connoissance des crimes de lèze-nation, pour le procès être instruit contre les auteurs dudit arrêté, rinsi qu'il appartiendra ; »

« 3<sup>o</sup>. Que le Roi sera supplié de nommer une autre chambre des vacations, prise parmi les autres membres du parlement de Rouen, avec les mêmes pouvoirs et les mêmes fonctions que la précédente, laquelle enregistrera purement et simplement le décret du 3 novembre ».

---

On souscrit, en province, chez tous les maîtres de postes et libraires ; et à Paris, au bureau de l'auteur, rue de la vieille Comédie, où toutes les lettres et mémoires doivent être envoyés francs de port.

Le prix de la souscription d'un trimestre de ce journal, qui paroît chaque jour, est de 12 liv. pour Paris et pour la province, franc de port par la poste.

Hôtel-de-Ville de Paris. Comité de Police.

Permis à la Poste de faire circuler le Journal rédigé par M. Marat, intitulé ; le Publiciste Parisien. Au Comité de Police, ce 8 Septembre 1789. Signés BROUSSONNET, LERASLE, LEROUX, MONDE.

---

De l'Imprimerie de M. MARAT, rue de l'ancienne Comédie, no. 39.

